

<b>Requesting Organization :</b>	Cooperazione Internazionale - COOPI	
<b>Allocation Type :</b>	2018 Second Standard Allocation	
<b>Primary Cluster</b>	<b>Sub Cluster</b>	<b>Percentage</b>
Protection		100.00
		<b>100</b>

**Project Title :** Réponse d'urgence en Protection vers la population vulnérable de Bria, Ippy et Bakala (Haute-Kotto et Ouaka, RCA)

**Allocation Type Category :**

**OPS Details**

<b>Project Code :</b>		<b>Fund Project Code :</b>	CAR-18/HCF10/SA2/PROT/INGO/10561
<b>Cluster :</b>		<b>Project Budget in US\$ :</b>	379,001.75
<b>Planned project duration :</b>	6 Months	<b>Priority:</b>	
<b>Planned Start Date :</b>	01/12/2018	<b>Planned End Date :</b>	31/05/2019
<b>Actual Start Date:</b>	01/12/2018	<b>Actual End Date:</b>	31/05/2019

**Project Summary :**

Depuis début 2018, la situation sécuritaire en RCA est restée très volatile et imprévisible surtout dans l'Est du pays où les actes criminels envers la population ont augmentés. En effet, plus de 80% du territoire reste dominé par les forces et groupes armés. Plus d'un centrafricain sur deux dans le pays (2,5 millions) reste dans le besoin d'une réponse humanitaire d'urgence et 621 035 sont actuellement déplacés à l'intérieur du pays (CMP août 2018). Les zones « hotspots » de Bria, Bakala et Ippy où COOPI est présente (à Ippy via le soutien à l'ONG nationale Sauver le Monde, SLM) et qui sont l'objet de la présente action, sont le théâtre de déplacements de populations d'une très grande ampleur (Bria : 58 447 PDIs sur sites, Ippy 6 881; COOPI/HCR, CMP 08.18) ainsi que d'une très forte présence et activité des groupes armés. Elles représentent, par conséquent, des zones où les risques de protection et les besoins humanitaires sont très élevés.

Dans un tel contexte, COOPI propose une réponse afin d'assurer une Protection globale d'urgence pour les populations les plus affectées par les conflits et la présence des groupes armés dans les 3 zones de Bria, Bakala et Ippy (via le soutien à l'ONG Sauver le Monde). La présente proposition de projet se composera d'une réponse pour renforcer les mécanismes communautaires d'alertes précoces existants afin de renforcer la Protection de la population, spécifiquement, des IDPs de Bria et Ippy et des groupements de la ville de Bakala. La mise en œuvre du projet se fera via un réseau de collecte de donnée surtout à travers les RECOPs et CPs existants : collecte et partage des données sur les incidents de protection, référencement précis pour les réponses sectorielles VD/VBG, suivi et plaidoyer pour les interventions. Egalement, d'une réponse en prévention et prise en charge des victimes de VBG via les formations des acteurs clés, les sensibilisations, la prise en charge psychosociale, la distribution de kits de dignité comme première réponse et le référencement médical lorsque nécessaire. Toute intervention et activité sera confectionnée et mise en œuvre selon les spécificités du contexte, de la composition de la population et de la situation sécuritaire qui influence, surtout dans ces zones, chaque mouvement et action.

Cette réponse se déroulera au sein de 5 « Carrefours Communautaires » (chiffre qui pourrait évoluer en cours d'œuvre, selon les dynamiques du projet et le contexte sécuritaire) avec centres d'écoute intégrés sur Bria (4) et Ippy (1 via SLM) initiés par COOPI sous précédent projet FH pour Bria (jusqu'au 28.02.2019 mais renforcement nécessaire car il a été rapportés 13 530 nouveaux arrivés au site PK3 de Bria uniquement pour le mois d'août).

COOPI s'appuie sur sa longue présence dans ses zones d'intervention (2009 à Bambari, la base opérationnelle et stratégique pour rejoindre Ippy et Bakala et 2012 à Bria) et sur son expertise reconnue dans son domaine phare d'intervention qui est la Protection ainsi que sur des domaines spécifiques tels que ceux du monitoring de protection, de la prévention et réponse aux VBG. En outre, le projet s'inscrit dans la continuité d'actions amorcées par l'ONG dans les zones mais prenant fin à la fin de l'année 2018. Une très forte synergie et complémentarité/continuité est recherchée avec l'action en cours de COOPI en monitoring de protection Bria sous projet HCR, synergie et expérience qui seront partagées avec l'ONG nationale Sauver le Monde (comme demandé par le Cluster Protection), afin de pouvoir avoir, enfin, une présence constante dans cette ville et des données ponctuelles qui pourront servir pour amplifier une réponse humanitaire de plus grand ampleur. L'approche genre et la « protection transversale » sont des approches intégrées par COOPI dans la mise en œuvre de ses projets. De même, l'organisation analysera de façon participative l'évolution des dynamiques conflictuelles locales au long du projet afin de respecter le « Do no harm »

**Direct beneficiaries :**

Men	Women	Boys	Girls	Total
10,772	12,170	46,009	46,767	115,718

**Other Beneficiaries :**

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Internally Displaced People	10,004	11,599	40,624	41,729	103,956
Other	0	0	0	0	0
Host Communities	0	0	0	0	0

**Indirect Beneficiaries :**

La courante proposition de projet prend en compte une vaste partie de la population, la plus vulnérable, sur les trois zones intéressées par les activités de Protection. Toutefois, non seulement les bénéficiaires directs auront accès aux services et aux réseaux communautaire de Protection renforcés/mis en place, mais toute la population des trois villes.

La population des trois villes a été estimée par COOPI (selon les informations des équipes sur le terrain et l'enregistrement des mouvements de la population) à :

- Bria : 120 000 personnes (48 381 filles, 47 799 garçons, 12 470 femmes et 11 350 hommes), rapport COOPI/HCR de Septembre ;
- Bakala : 14 850 personnes (estimés comme bénéficiaires directs au 100%), mission COOPI, juillet 2018 ;
- Ippy 17 747 (7 155 filles, 7 069 garçons, 1 844 femmes et 1 679 hommes), mission COOPI septembre 2018.

Pour le ratio utilisée pour la désagrégation du genre, COOPI a calculé les pourcentages selon les données à notre disposition sur Bria, Ippy et Bakala (qui ont été utilisées sur les autres catégories de la population).

**Catchment Population:**

En plus des catégories des bénéficiaires mentionnés, COOPI pourrait partager les résultats de ses activités, les données et tout autre sorte de matériel qui pourrait être utile à la Communauté Humanitaire pour mieux viser les interventions sur ces zones.

**Link with allocation strategy :**

Le but principal de ce projet est d'assurer une protection globale d'urgence des populations les plus affectées par les conflits dans les zones hotspot de Bria, Bakala et Ippy. Le projet répond aux priorités de cette deuxième allocation du Fond Humanitaire 2018 :

- Une réponse aux besoins identifiés à travers le PHR 2018 et le 2018 HRP Progress Monitoring Report (PMR, juillet 2018). L'objectif est celui de contribuer à l'atteinte des trois Objectifs Stratégiques du Plan de Réponse Humanitaire (PRH), en « sauvant des vies en tout garantissant la dignité et la sécurité » des personnes affectées par les chocs, des victimes ou des potentielles victimes des violations des droits de l'homme et à risque, à travers le renforcement de l'assistance d'urgence intégrée, dans le respect des principes fondamentaux. COOPI cible avec ses interventions en Centrafrique et selon les besoins des bénéficiaires de ses projets toutes les trois catégories de populations affectées par la crise : celles aux besoins immédiats lors d'un choc humanitaire ; celles aux besoins aigus causés par un état de vulnérabilité chronique ; et celles qui demande un appui pour le retour, pour leur intégration et réinstallation.

- La « protection transversale » est intégrée dans la stratégie du projet, afin d'assurer l'accès effectif des populations (sans distinction de sexe et âge) aux activités réalisées, garanti à travers des mécanismes de protection qui seront mis en place pour que les services offerts soient accessibles sans risque sécuritaires et tout en respectant la dignité des bénéficiaires. En deuxième lieu, la redevabilité sera assurée à travers une identification des bénéficiaires sur la base des critères de vulnérabilité établis au préalable avec les autorités et les communautés bénéficiaires, pour éviter toute forme de discrimination et garantir une assistance culturellement et socialement appropriée. En outre, elle sera garantie par la mise en place de mécanismes de plaintes accessibles à toute la population et par le respect de la part du staff du projet du code de conduite de COOPI, dont les communautés bénéficiaires seront informées. Le projet assurera la participation des communautés (y compris les personnes de moins de 18 ans) dans toute les phases de mise en œuvre, suivi et évaluation, dans le but de pérenniser l'intervention et d'autonomiser les bénéficiaires. COOPI respecte le principe de « Ne pas Nuire » dans la mise en œuvre de ses activités, et analysera de façon participative les dynamiques conflictuelles locales tout au long de la mise en œuvre, dans le but d'éviter d'alimenter ou de générer de nouveaux conflits et de plutôt diminuer ceux existant, toujours en assurant la neutralité de l'espace humanitaire.

- L'alignement entre la proposition de projet et le critère de « life-saving » du CERF. La courante proposition de projet vise à couvrir, atténuer ou éviter des pertes de vie directes, des dommages physiques et psychologiques ou des menaces à une partie importante de population et à protéger leur dignité. De plus, afin de répondre efficacement aux urgences et de veiller à ce que les principes du Fond Humanitaire soient suivis et appliqués efficacement, COOPI collabore et interagit avec les Organisations Non Gouvernementales nationales et internationales déployées sur ses zones d'intervention et dans les alentours.

- Une attention particulière au principe d'autonomisation et redevabilité grâce à la collaboration et au Sous-Accord de Partenariat avec l'ONG nationale Sauver le Monde, ONG opérationnelle à Ippy à partir de début de l'année 2018 dans le secteur de la Protection. COOPI se chargera de la formation et de l'appui du staff de SLM, du monitoring des activités menées par l'ONG, pour un renforcement des capacités et une formation non seulement théorique, mais très concrète, tangible et durable.

**Sub-Grants to Implementing Partners :**

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$
Sauver Le Monde (ONG nationale)	Others	44,694.00
		<b>44,694.00</b>

**Other funding secured for the same project (to date) :**

Other Funding Source	Other Funding Amount

**Organization focal point :**

Name	Title	Email	Phone
Claudio Tarchi	Coordinateur Régional Desk RCA	tarchi@coopi.org	+39023085057
Alessandro Ponti	Chef de Mission	cm.rca@coopi.org	75503199-72795901
Martina Azzalea	Assistante à la Coordination	assistcoord.rca@coopi.org	72475341

**BACKGROUND****1. Humanitarian context analysis**

En octobre 2018, la RCA demeure un pays aux besoins multiformes. Depuis début 2018, la situation sécuritaire est restée très volatile et imprévisible dans les villes et sur les axes. Plus d'un centrafricain sur deux (2,5 M) reste dans un besoin urgent d'assistance humanitaire et 621 035 sont actuellement déplacés à l'intérieur du pays (238 233 sur les 87 sites et 382 802 en FATs ; cf. CMP 08/18). Tandis que plus de 80% du territoire reste dominé par les groupes armés, dans la zone Centre - Est, les actes criminels envers la population sont en dangereuse augmentation. La libre circulation et la sécurité sont entravées par ces tensions ethno-religieuses qui – surtout après les événements du quartier de PK5 de Bangui mais encore plus après les attaques commises par les groupes armés à Bria et, pour ce qui concerne la Ouaka, l'arrivée des FACA et des Russes– n'ont fait qu'augmenter d'intensité, et restreindre la pleine jouissance des mouvements, des activités quotidiennes et des droits de la population. La présence des casques bleus n'a pas empêché aux différents groupes armés de maintenir leur présence dans les villes. Le monde humanitaire est inquiet de l'augmentation de la criminalité et de la délinquance (multiplication des assassinats, enlèvements, agressions, braquages, menaces verbales ou armées, viols, etc.) et de la recrudescence des tensions communautaires des derniers mois

(i) A Bria, chef-lieu de la préfecture de la Haute-Kotto, le contexte reste imprévisible, on fait acte d'une multiplicité d'actes de criminalité laissant craindre un regain de violence à base communautaire. D'après le rapport humanitaire de OCHA du 03 au 09/09/18, le nombre de déplacés est en hausse de 15.27% passant de 69 729 en juillet à 80 377 pour le mois d'août. Cette hausse est due à de nombreuses attaques et à des affrontements violents entre les Anti-Balaka et les Ex-Séléka dans les alentours de Bria semant la terreur. En effet, début septembre, des affrontements AB/FPRC aux alentours de la ville ont provoqués de nombreux morts. La situation de l'axe Irabanda a confondu la population civile et le groupe armé qui a fait plusieurs cas de crimes de guerre sur les villageois de PK 10 jusqu'à PK 49 environs 11 villages. La population de Bria n'est pas seulement dans un besoin humanitaire chronique inquiétant, elle est également victime de ce regain de violence. Les affrontements menés par le FPRC pour reprendre le contrôle des axes ont engendré des déplacements massifs, de graves conséquences en termes de besoins humanitaires. Aujourd'hui on compte 93987 PDIs à Bria (COOPI/HCR, Rapport 09).

(ii) Ippy, ville de la Ouaka, reste profondément touchée par de nombreux affrontements entre les différents groupes armés. Cet état de belligérance a causé en ville comme dans les alentours pas uniquement des tensions inter-communautaires importantes qui causent à leur fois des actes de vengeance civile, mais aussi des actes de violence, de criminalité et d'exaction envers la population. Le retour de l'UPC/FPRC dans la ville avec de nombreux véhicules et armes prouve que les risques pour la population sont omniprésents. Cette insécurité qui règne en ville comme sur les axes a causé et cause quotidiennement des mouvements de population quittant leurs maisons pour chercher un refuge dans le site : ces déplacements comportent des risques énormes pour les PDIs qui ne sont même pas sûrs de trouver un abri et de la protection une fois arrivés. En effet, à ce jour, 6 881 (CMP août 2018, mais en juillet 12 375) déplacés internes sont enregistrés sur le site Catholique à la capacité limitée et sujets à de nombreux pillages, problèmes de protection, sanitaires.

(iii) Bakala, ville de transit sur l'axe Bambari-Mbès de la Ouaka où les PDIs se trouvent de passage vers Bambari ou pour y rester dans des camps (pas des sites reconnus/officiels dans cette ville) enregistre un taux élevé des cas de VBG, notamment de mutilation génitale féminine (COOPI, rapport HCR 08.18).

**2. Needs assessment**

Le fait que les équipes de COOPI sont actives sur les 3 zones d'intervention (avec une base à Bria et une base à Bambari qui servira comme point de transit et logistique entre Bakala et Ippy et comme point focal pour toute coordination avec le Bureau Régional), leur donne un regard quotidien sur les évolutions en cours. En plus de cela, des évaluations auprès des personnes clefs des communautés sur la situation de la Protection sont menées mensuellement par COOPI via les missions dans le cadre du projet HCR sur toutes ces zones. L'analyse des besoins pour la présente intervention repose sur: (i) données primaires COOPI : Evaluation rapide des besoins en protection/VBG/Soutien psychosocial, Rapports Mensuels de Protection (HCR) et SitReps hebdomadaires (janvier-octobre 2018), (ii) données secondaires : CR réunion Clusters, CMP, divers OCHA, UNHCR.

La Ouaka et la Haute Kotto ont été, sur les derniers 2 ans, des lieux de déplacements de populations d'une très grande ampleur. En effet, en août 2018, ces deux Préfectures accueillent 188 961 PDIs sur les 621 035 de toute la RCA (CMP août 2018) et cette zone de l'Est du Pays reste entre les lieux de transit des Groupes Armés Face à l'ampleur des PDIs dans les villes de Bria et Bambari (destination de plusieurs PDIs en transit dans les villes d' Ippy et Bakala), les services liés à la Protection (Centres d'écoute, l'appui psychosocial et une réponse de qualité aux cas de VBG et VDH) ne sont jamais suffisants et nécessitent un renforcement constant et/ou d'une mise en place effective et de qualité.

Face à cette faible capacité et à la rapidité avec laquelle les populations se sont entassées, un acteur expérimenté pouvant renforcer les mécanismes préexistants est primordial d'où la proposition de COOPI.

Par ailleurs, entre le nombre important des PDIs, les conditions déplorables dans lesquelles vivent ces derniers dans les sites et la forte présence d'éléments armés y compris à l'intérieur des sites de PDIs, l'incidence des incidents de protection comme des cas de VBG sur ces 3 zones est très élevée (données COOPI). En effet, le site de PK3 est contrôlé par les AB, les quartiers par les différentes factions du FPRC et une forte présence d'armes est à observer dans la ville, augmentant les risques. Une hausse des incidents de protection a été observée à Bria, Ippy et Bakala : les cas enregistrés d'IP à Bria sont de (20 cas de VBG/ 12 cas de VDH), de IP pour Ippy (46 cas de VBG/ 4 cas de VDH), de cas d'IP à Bakala (12 cas VBG et 34 VDH) (Rapport Mensuel de Protection, COOPI, août et septembre 2018, Rapport Mission Bakala juillet 2018 et Rapport Mission Ippy octobre 2018).

Face à cette prévalence, une réponse pour renforcer les mécanismes communautaires d'alertes précoces existants est requise en plus d'une réponse en prévention et EPC des VBG sur ces 3 zones

Lors de la révision de la note conceptuelle présentée par COOPI et après avoir reçu la requête de la part du Cluster Protection de se positionner sur Bakala et Ippy (zones non considérées par la Note Conceptuelle), une évaluation rapide a été faite pour prendre en compte un Sous-Accord de partenariat avec l'ONG locale Sauver Le Monde pour pouvoir mener les activités de Protection à Ippy (comme demandé) via l'équipe et une présence semi-opérationnelle de cette ONG. Le court laps de temps entre cette requête et la soumission de la proposition de ce projet a permis la possibilité de rencontrer à Bangui cette ONG pour définir le cadre de la collaboration.

Le 03.10, une rencontre avec le responsable locale de l'ONG a été effectué à Ippy même, dans le but d'avoir les informations sur les activités réalisées, les difficultés rencontrées, le domaine d'intervention et le fonctionnement de cette entité. Le personnel se compose de quatre personnes y compris le responsable locale dont parmi eux 1 femme Superviseur des VBG. Les activités sont menées par le staff depuis le 5/02/2018, date de déploiement sur Ippy.

**3. Description Of Beneficiaries**

Les bénéficiaires des activités proposées dans le cadre de ce projet et sur les trois zones sont nombreux et pourraient évoluer lors de la mise en œuvre, étant donné qu'il s'agit d'une zone caractérisée par un taux très élevé des Déplacés Internes et de conflits. COOPI a considéré "bénéficiaires directes" :

- BRIA : les habitants des sites et les IDP's dans les FAT ;
- IPPY : les Déplacés internes sur le Site Catholique ;
- Bakala : l'ensemble de la population des groupements.

Le ciblage a été décidé ensemble avec l'équipe COOPI qui est présentement déployée sur les zones via projet HCR/ Monitoring de Protection, en suivant les critères de vulnérabilité et selon les possibilités d'accès et sécurité. Comme expliqué dans la "Cover Page", toute la population des trois villes a potentiellement accès à des mécanismes communautaires d'alertes précoces (via projet HCR jusqu'au 31/12/18 et via cette proposition FH après cette date) - via les réseaux communautaires (RECOPEs et CPs) qui ne sont pas comptés pour ne pas risquer un double comptage - et les activités du sous-volet VBG.

Pour ce qui concerne le désagrègement par âge et genre, il a été fait selon les données à disposition de COOPI via les Rapport de Monitoring de Protection Mensuels (où disponibles), en les comparant aussi aux taux des respectives Préfectures et aux taux/ données des CMP des mêmes zones. Pour les filles : entre 40 et 41% ; pour les garçons entre 39 et 41% ; pour les femme entre 10 et 11% et pour les homme entre 9 et 10%.

Ces estimations ont été projetées sur les suivants catégories de la population (dont COOPI disposait des données) :

- PDIs sur site
- PDIs en FAT
- Population Hôte
- Retournés
- Population totale

**4. Grant Request Justification**

La présente intervention s'articule autour de 3 zones afin de renforcer la protection globale d'urgence des populations les plus affectées par les conflits et la présence des groupes armés sur Bria, Ippy et Bakala, cela pour environ 115 000 personnes.

Les activités proposées dans cette proposition de projet visent à renforcer les mécanismes communautaires d'alertes précoces existants afin de renforcer la Protection des populations cibles (renforcement d'un réseau de collecte de donnée via les RECOps et CPs existants, référencement précis pour les réponses sectorielles, suivi et plaidoyer).

Cette intervention est pleinement en ligne avec les objectifs du cluster Protection N.2 « Assurer l'accès des populations affectées à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sûreté et leur dignité » et N.3 : « Renforcer les mécanismes de protection à base communautaire et l'accès aux services essentiels de base. ». Une réponse d'urgence aux victimes de VBG pour au moins 2400 personnes cibles selon leur situation (PEC PSS, distribution de kits de dignité, référencement médical, appui en réinsertion socio-économique). Les activités de Prise en Charge psychosociale se dérouleront au sein de au moins 5 « Carrefours Communautaires » avec centres d'écoute intégrés, Bria (4) et Ippy (1), Bakala en se appuyant sur le Centre de Santé de la ville, en synergie avec les acteurs locaux en Santé. (pour le moment, en considérant la possibilité de mettre en place un Carrefour Communautaire) à partir de Bambari, initiés par COOPI sous UNHCR et FH pour ce qui concerne Bria et Bakala et via l'ONG nationale su Ippy. Ce volet est aussi pleinement en ligne avec l'objectif du cluster Protection N.2.

COOPI est très conscient du fait que la situation humanitaire sur les trois zones est très volatile et l'organisation sera prête à adapter les



interventions ici proposées selon les contextes auxquels elle se confrontera et selon les nouveaux exigences en terme de besoins humanitaires/de protection, en Coordination avec les directives du Cluster Protection.

## 5. Complementarity

La courante proposition de projet s'insère/intègre, pour son premier mois de mise en œuvre, le projet que COOPI mène en partenariat avec HCR (sur Bria et Bakala), grâce auquel COOPI a pu concevoir les activités et les interventions plus urgentes à mettre en place dans le secteur de la Protection. COOPI étant gestionnaire du site PK3 à Bria (toujours via le partenariat HCR jusqu'au 31.12.2018), la collecte des données et la mise en place des premières activités sera sûrement facilité par cette synergie et connaissance des acteurs et des dynamiques actuelles de cette ville.

Toujours à Bria, COOPI intervient dans le secteur spécifique des VBG via un projet FH qui, toutefois, comme ressorti dans les rapports mensuels de COOPI et comme conséquence naturelle des plusieurs vagues des PDI qui sont arrivées dans la ville dans ces derniers mois (et qui ne cessent pas d'arriver), aura besoin d'être renforcé et d'assurer une continuité une fois le projet terminé.

Les besoins dans le secteur de la Protection (le renforcement des Réseaux Communautaires pour faire remonter les alertes autant que l'appui psychosocial, le référencement aux structures compétentes, les sensibilisations au niveau de la population, de masse et de proximité) sont en progression constante auprès des population de Ippy et Bakala, où COOPI effectue des missions ponctuelles via HCR (à la date de aujourd'hui, le partenariat avec cette Agence terminera le 31.12.2018).

L'appui, le monitoring et la collaboration avec l'ONG nationale Sauver Le Monde sur Ippy renforceront non seulement les bases des activités mises en œuvre par COOPI lors de son projet HCR mais assureront une continuité et un renforcement des ces dernières, en veillant à ce que la cible soit aussi augmentée.

## LOGICAL FRAMEWORK

### Overall project objective

**Assurer une protection globale d'urgence pour les populations les plus affectées par les conflits et la présence des groupes armés dans les zones très volatiles de Bria, Ippy et Bakala (Haute-Kotto et de la Ouaka, RCA)**

### Protection

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
Assurer l'accès des populations affectées à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sûreté et leur dignité.	2018 - SO2: Respecter les droits fondamentaux : La protection des populations affectées et à risque de violations des droits humains est renforcée	40
Renforcer les mécanismes de protection à base communautaire et l'accès aux services essentiels de base	2018 - SO3: Préserver la dignité humaine : Les populations affectées et à risque ont accès à des services sociaux de base et leurs mécanismes de subsistance essentiels sont rétablis.	60

**Contribution to Cluster/Sector Objectives :** Entre le nombre important et les conditions difficiles des déplacés dans les sites de PDI, dans les Familles d'Accueil et la forte présence d'éléments armés dans les zones de Bria et Bambari l'incidence des cas de violences basée sur le genre sur ces 2 zones est très élevée (données COOPI/UNFPA, VBGIMS). De ce fait, COOPI propose une intervention d'urgence dans le secteur de la protection avec une importante composante VBG car la nécessité de renforcer ce volet (pour ce qui concerne Bria, financée via Fond Humanitaire-1ère allocation projet ZEBRA jusqu'au 28/02/19) est ressortie de l'analyse courante des besoins des équipes COOPI déployées sur le terrain.

Pour le Cluster Protection:

OS Cluster N.2 « Assurer l'accès des populations affectées à une assistance d'urgence intégrée assurant leur survie et préservant leur sûreté et leur dignité. » (APPUIE L'OS2). Cela via:

Pour le SC VBG

- la prise en charge psychosociale d'urgence aux victimes de VBG à travers les centres d'écoute, le référencement aux structures médicales, l'organisation d'activités d'écoute groupales et individuelles ; ergo-thérapeutiques,
- le soutien pour la réinsertion socio-économique (renforcé par le volet sécurité alimentaire)

OS Cluster N.3 : « Renforcer les mécanismes de protection à base communautaire et l'accès aux services essentiels de base. » (APPUIE L'OS3), à travers:

SC VBG

- l'identification, le soutien et le recyclage aux RECOPs et CPs sur les thématiques.
- s'assurer que les survivant(e)s accèdent aux services spécialisés de qualité et que les mesures de prévention et de mitigation des risques de VBG soient mises en place au sein des communautés avec le concours des autorités.

### Outcome 1

La protection des populations les plus à risques de VDH et VBG affectées par la crise dans les zones est renforcée.

### Output 1.1

#### Description

Plus de 115 000 personnes sur Bria, Ippy et Bakala ont accès à des mécanismes communautaires d'alertes précoces renforcés.

#### Assumptions & Risks

1) Hypothèses:

- La situation sécuritaire permet l'accès aux zones d'intervention du projet.
- Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs locaux – Le Préfet, le Sous-Préfet (si présents ou si de retour lors de la mise en œuvre du projet) les autorités religieuses - et du Ministère soutiennent la mise en œuvre du projet et y sont impliquées.
- Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner les interventions.
- La communauté et la société civile sont partie prenante du projet de la zone et participent activement à l'action à travers une analyse des besoins mise contentement à jour.

2) Risques :

- Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées empêche l'accès aux bénéficiaires et la mise en œuvre et le suivi des activités. Le risque majeur est constitué par la recrudescence des affrontements menés par tout groupe armé et toutes les conséquences liées (menaces, enlèvements et violations graves des droits de l'homme). La complexité de la situation sécuritaire tient du fait qu'elle demeure imprévisible et fragile. Les risques sécuritaires les plus importants sont liés aux capacités limitées des forces de la MINUSCA et à la présence d'éléments armés sur les sites en la ville, avec des importants rassemblements de groupes armés dans les alentours.
- Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées augmente la pression sur les services (surtout sur les sites pour ce qui concerne les infrastructures WASH, les ressources humaines disponibles et les biens) et affecte le respect des normes de qualité INEE.
- Les autorités communautaires, étatiques et traditionnelles ne sont pas disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet.
- L'ONG nationale SLM rencontre des difficultés

3) Mitigations :

- Avant tout, le fait que COOPI soit en charge du monitoring de protection sur les 4 zones (projet HCR) participera grandement à une très fine connaissance des dynamiques conflictuelles en place et des tendances liées aux incidents de protection. Cette connaissance du terrain et cette collecte de données sur les incidents de protection, les VBG et les mouvements de population mais aussi une forte présence à l'intérieur des sites permettra à COOPI de mesurer au plus près les possibles tendances et d'adapter ses interventions lorsque nécessaire.
- COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui.
- Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (clusters éducation, protection, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention.
- Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone.
- Un plan de suivi et monitoring mensuel permettra de s'adapter à un contexte changeant pour refléter l'évolution des risques et des besoins des populations affectées par le conflit.
- SLM sera suivi consentement
- COOPI a développé des outils de monitoring et financier mensuels qui seront utilisés aussi dans le cadre de ce projet. Les employés de COOPI seront en charge de partager de façon régulière les données désagrégées par âge et par sexe avec les clusters, toujours en respectant la sauvegarde des informations sensible

### Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle Target
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 1.1.1	Protection	# de réseaux et mécanismes d'alerte précoce fonctionnels dans les zones affectées					280

**Means of Verification :** Fiche de présence des RECOPs et CPs aux formations , Support de formation, fiche de donation des kits RECOPs et CPs, Sitreps, rapport de protection.

Bria : RECOPEs -> 26 et CP -> 213, tot. 239

Ippy : RECOPEs -> 3 et CP -> 20, tot. : 23

Bakala : RECOPEs -> 4 et CP -> 14, tot. : 18

Indicator 1.1.2	Protection	% des incidents de protection enregistrés par les comités communautaires référés aux structures de prise en charge					80
-----------------	------------	--	--	--	--	--	----

**Means of Verification :** Sitrep, fiches de suivi / de PEC PSS, fiche de référencement

Indicator 1.1.3	Protection	# de membres RECOPs renforcés					33
-----------------	------------	-------------------------------	--	--	--	--	----

**Means of Verification :** Fiche de présence aux formations, Support de formation, fiche de donation des kits RECOPs, Sitreps

Indicator 1.1.4	Protection	# de membres de CPs consolidés et formés					247
-----------------	------------	--	--	--	--	--	-----

**Means of Verification :** Fiche de présence aux formations, Support de formation, fiche de donation des kits CPs, Sitreps

Indicator 1.1.5	Protection	% des incidents de protection enregistrés par les RECOPs, CPs référés aux structures de prise en charge					80
-----------------	------------	---	--	--	--	--	----

**Means of Verification :** Sitrep, fiches de suivi / de PEC PSS, fiche de référencement

Indicator 1.1.6	Protection	# Sitrep hebdomadaires partagées avec le Cluster Protection  Explication du calcul du target : SitReps partagées avec le Cluster Protection (car 1 SitRep / semaine (4) pendant 6 mois), avec les informations sur les zones de Bria, Ippy et Bakala.					24
-----------------	------------	---	--	--	--	--	----

**Means of Verification :** Sitrep

Indicator 1.1.7	Protection	# de rapports et d'analyses de protection dans les zones affectées produits sur la base des données du monitoring protection et partagés avec la communauté humanitaire						5
<b>Means of Verification</b> : Rapports mensuels de protection								
Explication du calcul du target : 5 Rapports mensuels de protection partagés avec le Cluster Protection et le HCR (1 Rapport / mois pendant 6 mois), sur les zones de Bria, Ippy et Bakala. N.B. : 5 mois sont comptés sur les 6 mois de projet car le premier mois nécessitera du temps pour le renforcement du réseau de collecte des données, de ce fait, la collecte effective des données sera possible qu'à partir du deuxième mois de projet.								
<b>Activities</b>								
<b>Activity 1.1.1</b>								
Evaluation participative des besoins et identification finale des bénéficiaires et des mécanismes communautaires de protection, en consultation avec les autorités, les leaders communautaires, chefs religieux, chefs de blocs, comités divers, les communautés, les clusters, etc. et analyse des risques								
<b>Activity 1.1.2</b>								
Renforcement des capacités / Formation du staff COOPI sur l'identification, la prise en charge, le soutien psychosocial des cas de violations graves et des cas de VBG, le monitoring de protection, l'identification et la prise en charge en lien avec le protocole de partage d'information et de rapportage des allégations EAS (en collaboration avec la Task Force).								
<b>Activity 1.1.3</b>								
Mise en place de mécanismes de feedbacks/plaintes dans la communauté sur l'intervention pour l'ensemble des volets du projet (Accountability to Affected Population)								
<b>Activity 1.1.4</b>								
Formation auprès des chefs de blocs, leaders communautaires et chefs religieux sur les différentes thématiques de la protection (y compris l'identification et référencement des EAS, en lien avec le protocole de partage d'information et de rapportage des allégations EAS).								
Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations (RECOP, CP) de Bria, Bakala et Ippy et leurs axes lorsque possible. Formations des RECOP, CP ; Formation / Recyclage pour le renforcement des capacités des mécanismes de protection existants (RECOPs, CPs) sur diverses thématiques : MP, collecte et remontée d'informations sur les incidents de protection, CCCM, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. 1 formation prévue au début de projet et 1 au milieu.								
<b>Activity 1.1.5</b>								
Formation sur sur différentes thématiques organisationnelles (gouvernance, conduite des réunion, leadership, etc.) Cibles : 100 pour Bria et 50 Bakala ; Ippy via SLM -> 50								
<b>Activity 1.1.6</b>								
Kits RECOPs , KITS CPS et Communication RECOPEs								
Appui en kits et forfait en communication aux RECOPs et CPs afin de les soutenir dans leur travail bénévole de collecte des données. Tous les RECOPs soutenus par le projet sur les deux zones d'intervention bénéficieront d'un kit RECOPs. En outre, tous les RECOPs soutenus par le projet recevront un forfait de 2000 XAF par mois pendant 5 mois sur les 6 mois (6 mois pour Ippy) du projet, afin de faire remonter les alertes.								
<b>Activity 1.1.7</b>								
Organisation de campagnes de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de protection. Deux campagnes de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de protection seront organisées pendant le projet : une campagne en début et une campagne à mi-parcours du projet pour chaque zone d'intervention du projet. Ce type de campagnes de sensibilisation est très apprécié par les communautés dans les zones d'intervention, cela permet de sensibiliser un maximum de personnes.								
COOPI -> Bakala et Bria, en appui à SLM sur Ippy								
<b>Activity 1.1.8</b>								
Activités sensibilisations communautaires ponctuelles et spécifiques, de masse et de proximité et appui aux Responsables Communautaires (via 4 Sensibilisateurs COOPI - Bria et Bakala ; en appui aux 2 Sensibilisateurs de SLM sur Ippy)								
<b>Activity 1.1.9</b>								
Plaidoyers et suivi des interventions suite aux alertes. Référencement vers les structures de sécurité pour les interventions lorsque nécessaire, suivi médical, suivi des besoins sectoriels. Les besoins et les gaps sont relevés et transmis aux autres acteurs, aux clusters et aux bailleurs par les différents canaux possibles (lors des réunions de clusters, lors des missions de monitoring, lors du partage des rapports). A ce sujet, il faut souligner l'importance du rôle de la coordination de Bangui du fait de la nécessité imposée par la requête constante de données de rester toujours en contact avec le terrain.								
<b>Output 1.2</b>								
<b>Description</b>								
Le système de prévention et réponse pour la prise en charge psychosociale et le suivi de la situation des personnes victimes de VBG à Bria, Bakala et Ippy est renforcé et de qualité								
<b>Assumptions &amp; Risks</b>								
1) Hypothèses: - La situation sécuritaire permet l'accès aux zones d'intervention du projet. - Les autorités traditionnelles, étatiques ainsi que les acteurs locaux – le Préfet, le Sous-Préfet les autorités religieuses - et du Ministère soutiennent la mise en œuvre du projet et y sont impliquées. -Les acteurs présents dans les zones ciblées ont la volonté de coordonner les interventions. -La communauté et la société civile sont partie prenante du projet de la zone et participent activement à l'action à travers une analyse des besoins mise contentement à jour.								
2) Risques : -Une dégradation de la situation sécuritaire dans les zones ciblées empêche l'accès aux bénéficiaires et la mise en œuvre et le suivi des activités. Le risque majeur est constitué par la recrudescence des affrontements menés par tout groupe armé et toutes les conséquences liées (menaces, enlèvements et violations graves des droits de l'homme). La complexité de la situation sécuritaire tient du fait qu'elle demeure imprévisible et fragile. Les risques sécuritaires les plus importants sont liées aux capacités limitées des forces de la MINUSCA et à la présence d'éléments armés sur les sites en la ville, avec des importants rassemblements de groupes armés dans les alentours. -Un afflux important et imprévu de déplacés internes/retournés dans les zones ciblées augmente la pression sur les services (surtout sur les sites pour ce qui concerne les infrastructures WASH, les ressources humaines disponibles et les biens) et affecte le respect des normes de qualité INEE. -Les autorités communautaires, étatiques et traditionnelles ne sont pas disponibles à une collaboration avec l'équipe du projet.								
3) Mitigations : -Avant tout, le fait que COOPI soit en charge du monitoring de protection sur Bambari et Bria (projet FH) participera grandement à une très fine connaissance des dynamiques conflictuelles en place et des tendances liées aux incidents de protection. Cette connaissance du terrain et cette collecte de données sur les incidents de protection, les VBG et les mouvements de population mais aussi une forte présence à l'intérieur des sites permettra à COOPI de mesurer au plus près les possibles tendances et d'adapter ses interventions lorsque nécessaire. -COOPI dispose d'un plan de sécurité prévoyant des mesures d'urgence et de contingence pour répondre à la grave dégradation du contexte sécuritaire. En cas de dégradation importante de la situation sécuritaire au niveau national entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national COOPI sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui de la coordination de Bangui. -Une concertation régulière avec les autorités, les fora de coordination (clusters éducation, protection, SAG, OCHA, etc.) et les agences des Nations Unies permettra d'établir une réponse rapide dans le cas d'une augmentation imprévue du nombre des déplacés/retournés ou en cas de changement du contexte demandant une relocalisation des zones d'intervention. -Au cours des dernières années, COOPI a développé des relations de collaboration positives avec les autorités étatiques et traditionnelles ainsi qu'avec les autres associations grâce à sa présence de longue date dans la zone. -Un plan de suivi et monitoring mensuel permettra de s'adapter à un contexte changeant pour refléter l'évolution des risques et des besoins des populations affectées par le conflit.								
COOPI a développé des outils de monitoring programmatique et financier mensuels qui seront utilisés aussi dans le cadre de ce projet. Les employés de COOPI seront en charge de partager de façon régulière les données désagrégées par âge et par sexe avec les clusters, toujours en respectant la sauvegarde des informations sensibles.								
<b>Indicators</b>								
			<b>End cycle beneficiaries</b>				<b>End cycle</b>	
<b>Code</b>	<b>Cluster</b>	<b>Indicator</b>	<b>Men</b>	<b>Women</b>	<b>Boys</b>	<b>Girls</b>	<b>Target</b>	
Indicator 1.2.1	Protection	# de rapports et d'analyses de protection dans les zones affectées produits sur la base des données du monitoring protection et partagés avec la communauté humanitaire					28	
<b>Means of Verification</b> : Sitrep (pour toutes les zones d'intervention) Partagés avec le Cluster Protection, Sous.Clusters (VBG et PE).								
Indicateur calculé sur la base de 1 Sitrep par semaine *4 semaines*7 mois								
Indicator 1.2.2	Protection	# de campagnes de sensibilisation communautaires durant lesquelles les thématiques de la prévention, réponse aux VBG et circuit de référencement ont été abordées					6	
<b>Means of Verification</b> : Rapport d'activités, photos, supports de sensibilisations Explications : 2 campagnes de sensibilisations sur chaque zone en début et à mi-parcours								
Indicator 1.2.3	Protection	# des cas de VBG enregistrés référés aux structures de prise en charge médicales (selon statistique COOPI/HCR, janvier-aout 2018)					350	
<b>Means of Verification</b> : sitrep, fiches de suivi / de PEC PSS, fiche de référencement								
Indicator 1.2.4	Protection	# de Carrefours Communautaires avec centre d'écoute intégré renforcés et fonctionnels					5	
<b>Means of Verification</b> : Loyers Carrefours Communautaires, rapport et photos d'activités dans les Carrefours Communautaires, fiche et suivi des cas pour la PEC PSS								
Indicateur qui pourrait évoluer si les conditions de sécurité le permettent car, pour le moment, COOPI interviendra à Bakala via le "Centre de Santé" (ce qui nous donne, effectivement, 5 Carrefours Communautaires, Bria 4 et Ippy 1 + 1 CDS Bakala)								
Indicator 1.2.5	Protection	# d'envois mensuels des données sur les cas de VBG faits auprès du GBVIMS					6	



<b>Means of Verification</b> : Envoi des données GBVIMS, réunion de validation des données GBVIMS à Bangui											
Explication du calcul du target : 1 envoi mensuel des données sur les cas de VBG (1 envoi / mois pendant 6 mois) Les données sont récoltées sur les trois zones et sont compilées avant d'être envoyées au GBVIMS généralement entre le 15-20 du mois.											
Indicator 1.2.6	Protection	# de campagnes de sensibilisation communautaires durant lesquelles les thématiques de la prévention, réponse aux VBG et du circuit de référencement ont été abordées									6
<b>Means of Verification</b> : Rapport d'activités, photos, supports de sensibilisations											
Explications : 2 campagnes de sensibilisations sur chaque zone en début et à mi-parcours											
<b>Activities</b>											
<b>Activity 1.2.1</b>											
Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations (RECOP, CP)											
Formation globale des RECOPs et CPs sur la prise en charge des cas de VBG/EAS. Cette activité de formation se déroulera en même temps que les activités de formations auprès des RECOPs et CPs sur les autres thématiques sur les incidents de protection, CCCM, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. dans l'output Monitoring de protection. 1 formation globale prévue au début de projet et 1 au milieu, pour les membres de RECOPs et CPs (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation).											
<b>Activity 1.2.2</b>											
Collecte et partage des données et des informations par les réseaux communautaires (RECOP, CP). Les RECOPs et CPs déjà actifs et/ou renforcés appuyés par le projet pourront faire la collecte et le partage des données sur les incidents de protection et faire remonter ces informations aux staff COOPI, pour compilation dans un SitRep hebdomadaire, qui sera partagé avec le cluster protection et le HCR. Ce sont les RECOPs qui recevront les informations des CPs (à la base communautaire) et feront le lien direct avec les moniteurs COOPI (directement ou via communication téléphonique). Les données ainsi collectées sont orientées vers les services appropriés.											
<b>Activity 1.2.3</b>											
Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG/VDH/EAS le nécessitant. Les agents psychosociaux de COOPI pourront référer les victimes de VBG nécessitant une PEC médicale vers les structures médicales sur place (Bria : IMC, MSFF; Bakala : CDS et Ippy : MSF), cela en soutenant, grâce, au projet les frais médicaux / médicaments lorsque nécessaire.  Pour les localités d'Ippy et Bakala, une évaluation ponctuelle pourra fournir le circuit de référencement selon l'évolution de la situation sécuritaire qui affecte profondément le déploiement et l'opérationnalité des acteurs santé.  Une cible de 900 victimes bénéficiera d'un référencement et accompagnement pour leur prise en charge médicale (cible estimée comme ratio des victimes nécessitant une PEC médicale parmi l'ensemble des victimes, estimation selon les ratios observés par COOPI dans ses projets antérieurs dans le domaine et son expérience en RCA dans les zones du projet).  Sur la base de ces alertes via les membres de RECOPs et CPs, le référencement sera ainsi fait par les agents COOPI vers les acteurs de prise en charge sectoriels pour toute prise d'action.											
<b>Activity 1.2.4</b>											
Prise en charge psychosociale d'urgence des victimes de VBG/EAS à travers les centres d'écoute intégrés aux Carrefours Communautaires via l'organisation d'activités d'écoute groupales et/ou individuelles, etc. par les Agents Psychosociaux et animateurs de COOPI et de SLM à Ippy. La cible de 2400 victimes de VBG proposée par COOPI est basée sur une moyenne du nombre de cas de VBG observés par mois sur les zones du projet (soit 50 cas/mois/zone, calcul basé sur les données COOPI VBGIMS Bria et Bambari de février à août 2018) et comptabilisé sur 6 mois (1er mois à charge du HCR de projet non comptabilisé). Cependant, cette cible pourra être amenée à évoluer si davantage de cas d'incidents se produisent.  Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG le nécessitant											
<b>Activity 1.2.5</b>											
Equipement/entretien/maintien de 5 (4 à Bria, 1 à Ippy via SLM) Carrefours Communautaires avec centres d'écoute intégrés (chiffre qui pourrait évoluer selon la disponibilité des fonds/exigences imposées par le contexte). Pour ce qui concerne Bakala, pour le moment, COOPI s'appuiera sur le CDS (en attendant l'évolution de la situation de la sécurité).  Cette activité vise à assurer la continuité et le renforcement requis en urgence par l'équipe de terrain des actions initiées en prévention et réponse aux victimes de VBG via le projet UNHCR dans les hotspots/zones d'intervention de la courante proposition de projet.											
<b>Activity 1.2.6</b>											
Déroulement d'activités psychosociales avec les survivant(e)s de VBG/EAS et autres personnes dans les Carrefours Communautaires à Bria (4), Ippy (1) et Bakala (via CDS).  Via les Agents Psychosociaux et animateurs de COOPI dans les Carrefours Communautaire ; via SLM appuie par COOPI à IPPY											
<b>Activity 1.2.7</b>											
Distribution de kits de dignité pour les victimes de VBG le nécessitant.  Comme première réponse afin de soutenir ces victimes de VBG, COOPI distribuera des kits de dignité (Kit : savon, serviette, pagnes, vêtements, brosse à dent, dentifrice, babouche, sac, etc.). 150 victimes recevront des kits de dignité comme première intervention.  Ce chiffre pourrait évoluer selon la disponibilité de KITS via UNFPA.											

**Additional Targets :**

**M & R**

**Monitoring & Reporting plan**

Le monitoring, le reporting et l'évaluation du projet seront effectués à trois niveaux :

- 1) Au niveau du terrain, soit l'équipe du projet soit les communautés des zones ciblées seront impliquées dans ces phases. Un plan de suivi sera mis en œuvre en fonction de la programmation initiale faite et conformément au chronogramme approuvé. Le/la Chef de Projet organisera des réunions hebdomadaires avec l'équipe pour la planification des activités de la semaine et la vérification de celles de la semaine précédente (le CR de ces réunions sera partagé avec la Chargée de Programmes). En outre il/elle suivra jour par jour le staff et les activités sur le terrain. Les gestionnaires des activités, les Superviseurs, les APS, les Moniteurs et les animateurs devront remplir des fiches de suivi après chaque activité réalisée avec les bénéficiaires et ces données (désagrégées par âge et sexe) seront par la suite élaborées/mises en forme au cours des réunions d'équipe hebdomadaires pour le besoin de reformulation et réadaptation des activités en cours de réalisation. Les Superviseurs d'équipe assureront un suivi des RECOPEs/CPs et des animateurs sur le terrain. Le suivi des activités sur le terrain se traduira par la production régulière de rapports de missions de terrain soumis à la validation du Chef de Projet. Celui-ci sera basé entre Bria et Bambari pour vérifier les données, l'implication des communautés et l'implémentation et le suivi de l'intervention même. Ce monitoring de terrain sera fait en incluant les avis/points de vue des communautés ciblées, elles seront consultées périodiquement à travers l'utilisation de fiches spécifiques à remplir soit individuellement, soit collectivement, à travers des focus group, boîtes à feedback et tout mécanisme utile servant à recueillir des informations.
- 2) Au niveau de la Coordination Pays COOPI, le Chef de Projet et les équipes seront supportées dans le monitoring programmatique par la coordination (en particulier par la Chargée de Programmes) qui garantira la qualité du monitoring du projet à travers l'utilisation mensuelle des outils de monitoring interne de COOPI pour suivre l'avancement des indicateurs de projet et le déroulement des activités sur le terrain, en offrant aussi un soutien lorsque nécessaire. Au niveau de la capitale, COOPI facilitera l'échange d'informations du terrain avec les mécanismes de coordination humanitaire présents à Bangui, notamment le cluster Protection et les sous clusters Protection de l'Enfance et VBG, spécifiquement pour le partage de données (désagrégées par âge et sexe), analyses ressortant de la mise en œuvre, les services offerts et la coordination avec d'autres organisations humanitaires présentes sur place. La coordination de Bangui gardera aussi des relations régulières avec le FH, pour garantir la remise des rapports programmatiques et financiers du projet, ainsi que des moments de discussions et d'échanges sur le déroulement de l'action. Le Chef de Mission reste le responsable final de l'action et il veillera à ce que la mise en place des activités corresponde aux engagements établis dans le contrat.
- 3) Pour ce qui concerne le monitoring de l'ONG locale : cette action sera menée au niveau-terrain pour tout ce qui concerne la mise en œuvre des activités et l'appui dans la logistique (ce qui justifie la présence opérationnelle d'un Admin/Logicien COOPI sur Bambari aussi), actions sur lesquelles le CdP aura la responsabilité. En outre, la Coordination de Bangui sera en contact direct avec le Représentant de SLM pour toute les questions plus administratives et du rapportage/capitalisation des données (dont la collecte et transmission, toutefois, seront gérées au niveau de Bambari, ensemble avec celles de Bakala). A ce niveau, est nécessaire spécifier que la collaboration entre l'ONG SLM et COOPI sera scellée par un Sous-Accord de Partenariat entre les deux parties (sur la base des SA pour régler la dérogation des fonds à cascade)

**Workplan**

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Evaluation participative des besoins et identification finale des bénéficiaires et des mécanismes communautaires de protection, en consultation avec les autorités, les leaders communautaires, chefs religieux, chefs de blocs, comités divers, les communautés, les clusters, etc. et analyse des risques	2018												X
	2019			X									
Activity 1.1.2: Renforcement des capacités / Formation du staff COOPI sur l'identification, la prise en charge, le soutien psychosocial des cas de violations graves et des cas de VBG, le monitoring de protection, l'identification et la prise en charge en lien avec le protocole de partage d'information et de rapportage des allégations EAS (en collaboration avec la Task Force).	2018												X
	2019												
Activity 1.1.3: Mise en place de mécanismes de feedbacks/plaintes dans la communauté sur l'intervention pour l'ensemble des volets du projet (Accountability to Affected Population)	2018												X
	2019	X	X	X	X	X							

Activity 1.1.4: Formation auprès des chefs de blocs, leaders communautaires et chefs religieux sur les différentes thématiques de la protection (y compris l'identification et référencement des EAS, en lien avec le protocole de partage d'information et de rapportage des allégations EAS).	2018																		
	2019	X																	
Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations (RECOP, CP) de Bria, Bakala et Ippy et leurs axes lorsque possible. Formations des RECOP, CP ; Formation / Recyclage pour le renforcement des capacités des mécanismes de protection existants (RECOPs, CPs) sur diverses thématiques : MP, collecte et remontée d'informations sur les incidents de protection, CCCM, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. 1 formation prévue au début de projet et 1 au milieu.	2018																		
	2019	X																	
Activity 1.1.5: Formation sur sur différentes thématiques organisationnelles (gouvernance, conduite des réunion, leadership, etc.) Cibles : 100 pour Bria et 50 Bakala ; Ippy via SLM -> 50	2018																		
	2019	X																	
Activity 1.1.6: Kits RECOPs , KITs CPS et Communication RECOPEs	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Appui en kits et forfait en communication aux RECOPs et CPs afin de les soutenir dans leur travail bénévole de collecte des données. Tous les RECOPs soutenus par le projet sur les deux zones d'intervention bénéficieront d'un kit RECOPs. En outre, tous les RECOPs soutenus par le projet recevront un forfait de 2000 XAF par mois pendant 5 mois sur les 6 mois (6 mois pour Ippy) du projet, afin de faire remonter les alertes.	2018																		
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.1.7: Organisation de campagnes de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de protection. Deux campagnes de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de protection seront organisées pendant le projet : une campagne en début et une campagne à mi-parcours du projet pour chaque zone d'intervention du projet. Ce type de campagnes de sensibilisation est très apprécié par les communautés dans les zones d'intervention, cela permet de sensibiliser un maximum de personnes.  COOPI -> Bakala et Bria, en appui à SLM sur Ippy	2018																		
	2019	X		X															
Activity 1.1.8: Activités sensibilisations communautaires ponctuelles et spécifiques, de masse et de proximité et appui aux Responsables Communautaires (via 4 Sensibilisateurs COOPI - Bria et Bakala ; en appui aux 2 Sensibilisateurs de SLM sur Ippy)	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.1.9: Plaidoyers et suivi des interventions suite aux alertes. Référencement vers les structures de sécurité pour les interventions lorsque nécessaire, suivi médical, suivi des besoins sectoriels. Les besoins et les gaps sont relevés et transmis aux autres acteurs, aux clusters et aux bailleurs par les différents canaux possibles (lors des réunions de clusters, lors des missions de monitoring, lors du partage des rapports). A ce sujet, il faut souligner l'importance du rôle de la coordination de Bangui du fait de la nécessité imposée par la requête constante de données de rester toujours en contact avec le terrain.	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.2.1: Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations (RECOP, CP)  Formation globale des RECOPs et CPs sur la prise en charge des cas de VBG/EAS. Cette activité de formation se déroulera en même temps que les activités de formations auprès des RECOPs et CPs sur les autres thématiques sur les incidents de protection, CCCM, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. dans l'output Monitoring de protection. 1 formation globale prévue au début de projet et 1 au milieu, pour les membres de RECOPs et CPs (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation).	2018																		
	2019	X		X															
Activity 1.2.2: Collecte et partage des données et des informations par les réseaux communautaires (RECOP, CP). Les RECOPs et CPs déjà actifs et/ou renforcés appuyés par le projet pourront faire la collecte et le partage des données sur les incidents de protection et faire remonter ces informations aux staff COOPI, pour compilation dans un SitRep hebdomadaire, qui sera partagé avec le cluster protection et le HCR. Ce sont les RECOPs qui recevront les informations des CPs (à la base communautaire) et feront le lien direct avec les moniteurs COOPI (directement ou via communication téléphonique). Les données ainsi collectées sont orientées vers les services appropriés.	2018																		
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.2.3: Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG/VDH/EAS le nécessitant. Les agents psychosociaux de COOPI pourront référer les victimes de VBG nécessitant une PEC médicale vers les structures médicales sur place (Bria : IMC, MSFF; Bakala : CDS et Ippy : MSF), cela en soutenant, grâce, au projet les frais médicaux / médicaments lorsque nécessaire.  Pour les localités d'Ippy et Bakala, une évaluation ponctuelle pourra fournir le circuit de référencement selon l'évolution de la situation sécuritaire qui affecte profondément le déploiement et l'opérationnalité des acteurs santé.  Une cible de 900 victimes bénéficiera d'un référencement et accompagnement pour leur prise en charge médicale (cible estimée comme ratio des victimes nécessitant une PEC médicale parmi l'ensemble des victimes, estimation selon les ratios observés par COOPI dans ses projets antérieurs dans le domaine et son expérience en RCA dans les zones du projet).  Sur la base de ces alertes via les membres de RECOPs et CPs, le référencement sera ainsi fait par les agents COOPI vers les acteurs de prise en charge sectoriels pour toute prise d'action.	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.2.4: Prise en charge psychosociale d'urgence des victimes de VBG/EAS à travers les centres d'écoute intégrés aux Carrefours Communautaires via l'organisation d'activités d'écoute groupales et/ou individuelles, etc. par les Agents Psychosociaux et Animateurs de COOPI et de SLM à Ippy. La cible de 2400 victimes de VBG proposée par COOPI est basée sur une moyenne du nombre de cas de VBG observés par mois sur les zones du projet (soit 50 cas/mois/zone, calcul basé sur les données COOPI VBGIMS Bria et Bambari de février à août 2018) et comptabilisé sur 6 mois (1er mois à charge du HCR de projet non comptabilisé). Cependant, cette cible pourra être amenée à évoluer si davantage de cas d'incidents se produisent.  Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG le nécessitant	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.2.5: Equipement/entretien/maintien de 5 (4 à Bria, 1 à Ippy via SLM) Carrefours Communautaires avec centres d'écoute intégrés (chiffre qui pourrait évoluer selon la disponibilité des fonds/exigences imposées par le contexte). Pour ce qui concerne Bakala, pour le moment, COOPI s'appuiera sur le CDS (en attendant l'évolution de la situation de la sécurité).  Cette activité vise à assurer la continuité et le renforcement requis en urgence par l'équipe de terrain des actions initiées en prévention et réponse aux victimes de VBG via le projet UNHCR dans les hotspots/zones d'intervention de la courante proposition de projet.	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.2.6: Déroulement d'activités psychosociales avec les survivant(e)s de VBG/EAS et autres personnes dans les Carrefours Communautaires à Bria (4), Ippy (1) et Bakala (via CDS).  Via les Agents Psychosociaux et Animateurs de COOPI dans les Carrefours Communautaire ; via SLM appuie par COOPI à IPPY	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													
Activity 1.2.7: Distribution de kits de dignité pour les victimes de VBG le nécessitant.  Comme première réponse afin de soutenir ces victimes de VBG, COOPI distribuera des kits de dignité (Kit : savon, serviette, pagnes, vêtements, brosse à dent, dentifrice, babouches, sac, etc.). 150 victimes recevront des kits de dignité comme première intervention.  Ce chiffre pourrait évoluer selon la disponibilité de KITs via UNFPA.	2018																		X
	2019	X	X	X	X	X													

#### OTHER INFO

#### Accountability to Affected Populations

Dans la mise en œuvre du présent projet, COOPI prendra en compte la redevabilité envers les populations affectées soutenues dans toutes les phases du projet et la redevabilité envers COOPI de la part de la population.

Avant tout, les staffs de COOPI informeront préalablement et de façon transparente les communautés sur le projet. Une réunion de préambule se tiendra avec tous les acteurs clés liés aux mécanismes de Protection de la Communauté des zones intéressées par le projet, représentants des leaders communautaires, religieux, représentants des différentes communautés afin d'assurer une couverture à 360° et transversale (genre et âge) des différents besoins et exigences afin de les informer des activités définies et des approches adoptées. A noter que ce Comité sera le relais auprès des communautés pour la dissémination des informations concernant le projet. En plus de l'implication des communautés, des structures techniques de l'Etat et des autorités locales dans la conception du projet (où présentes), COOPI va communiquer aux acteurs impliqués les attentes et résultats obtenus à chaque étape de la mise en œuvre. Les responsabilités et les plans de continuité des activités après l'action seront développés avec tous les groupes ciblés.

En outre, l'évaluation des besoins et l'identification finale des bénéficiaires se feront grâce et via des Comité de Suivi des Activités de Protection pour l'identification des bénéficiaires après quoi les équipes de COOPI procéderont à la vérification des listes de bénéficiaires. Ce sont donc les populations de la communauté par le biais du Comité d'Evaluation (encadrés par les staffs de COOPI), qui définiront les besoins prioritaires, développeront les critères de sélection des bénéficiaires et donneront aux staffs de COOPI les listes finales des bénéficiaires de l'action.

Durant la mise en œuvre du projet, un mécanisme de feedback/plaintes sera mis en place afin de permettre aux bénéficiaires de l'action de faire parvenir leurs retours et leurs plaintes concernant le projet. Les bénéficiaires du projet seront informés de la mise en place de ce mécanisme qui sera accessible pour tous. D'une part, les membres du Comité de Suivi seront disponibles pour recevoir des feedbacks/plaintes de la part des bénéficiaires et de la communauté. D'autre part, les Carrefours Communautaires mis en place/gérés par COOPI et SLM seront aussi des lieux où les bénéficiaires et la communauté pourront faire remonter des observations à COOPI ; des autres lieux seront choisis lors du premier mois du projet pour permettre à toute la population d'accéder à ce mécanisme de feed-back, tout en considérant leur privacy et en évitant toute possibilité de stigmatisation. Lors des réunions mensuelles du Comité de Suivi, les feedbacks/plaintes reçus seront signalés et relevés. En cas d'urgence, les problèmes seront gérés directement par les équipes de COOPI sans attendre la prochaine réunion du Comité de Suivi.

Enfin, le principe de « Do no harm » est intégré par les équipes de COOPI dans toutes leurs interventions. D'une part, l'ensemble des communautés présentes sur les zones cible de la courante proposition de projet seront touchées par les activités afin de respecter l'équilibre entre les différents groupes. D'autre part, les staffs de COOPI analyseront le contexte et les dynamiques locales existantes de façon très régulière afin de réadapter la réponse si nécessaire.

#### **Implementation Plan**

COOPI est reconnu comme le principal acteur international dans le domaine de la Protection sur cette zone. Egalement l'expérience acquise avec le précédent projet du FH et le partenariat avec HCR permettent à COOPI de disposer d'un réseau de RH doté de l'expérience concernant le type d'activités et les procédures internes que l'organisation s'est dotée pour garantir le monitoring dans chaque phase du projet. Pour atteindre les objectifs, le recours à un CdP international, ayant de l'expérience dans la gestion d'un projet en protection couvrant plusieurs zones qui sont sujettes à une situation sécuritaire très instable, est prévu. Il/elle sera le responsable de la mise en œuvre globale des activités. Pour qu'un suivi adéquat soit garanti, il/elle sera supporté/é par une équipe embauchée parmi le personnel local et national. En plus, au niveau de la Coordination, COOPI appuiera le projet à travers tous les départements, en particulier avec le support du CdM, de la Chargée de Programmes et du coordinateur logistique. Tout au long de la période de mise en œuvre, la Coordination pourra vérifier l'avancement des activités selon le chronogramme, étant en contact régulier avec l'équipe terrain, grâce aux outils de rapport mensuels et de monitoring des indicateurs.

Au cours des 6 mois du projet, des évaluations participatives des besoins en consultation avec les autorités, les communautés et les clusters, sont prévues accompagnées d'une analyse de risque sur toutes les zones intéressées par la courante proposition de projet. Ceci permettra de réorienter l'action au cas où des changements seraient constatés par rapport aux évaluations initiales du projet. La même démarche sera prise en compte en cas de détérioration de la sécurité. La Coordination sera responsable, après concertation avec le chef de projet, de contacter le bailleur dans les plus brefs délais pour convenir d'une nouvelle stratégie.

Enfin, pour garantir l'engagement et l'inclusion de toutes les parties prenantes dans la réalisation des activités, une importante collaboration sera établie avec le chef secteur et tout acteur clé des zones ciblées. A travers les sensibilisations et campagnes, la population est également concernée et impliquée et l'équipe du projet sera dans l'attente de ses retours, de sa participation et de son intérêt pour prendre en compte les enseignements tirés des campagnes. Ces exemples sont aussi des actions clefs pour la redevabilité envers les communautés.

A la fin du projet, les personnes impliquées dans le projet représenteront des acteurs autonomes impliqués en protection, dans le but de pérenniser l'intervention. Les activités proposées se concentrent prioritairement au niveau communautaire, les ONG nationales et les agences techniques et services déconcentrés de l'Etat. En outre, les RECOPEs et les CPs seront soutenus dans leur dynamique organisationnelle et leur structuration afin de leur permettre de devenir des structures avec une conscience « autonome » et capables de répondre aux besoins de la population. Concernant les acteurs étatiques et, plus spécifiquement tous les individus et les groupes impliqués dans la mise en œuvre des activités de protection, la pérennité de leur existence est garantie par leur caractère communautaire. La durabilité de leur action et de leur impact repose sur leur capacité de déploiement et sur leur légitimité auprès de la population. Cette approche entrera en pleine complémentarité avec les activités de formation et renforcement des capacités, techniques et organisationnelles de ces institutions, derniers piliers de leur durabilité.

Il faudra souligner comme l'appui direct à l'ONG Nationale Sauver le Monde (explicitement requis par le Cluster Protection), le suivi et monitoring des activités menées dans le cadre du projet à l'ppv via l'équipe COOPI basée à Bambari et la Coordination de Bangui traduit et mis en place concrètement la logique et l'approche de autonomisation des réalités nationale.

#### **Coordination with other Organizations in project area**

<b>Name of the organization</b>	<b>Areas/activities of collaboration and rationale</b>
**BRIA** 1) COOPI ; 2) OXFAM ; 3) JUPEDDEC ; 4) MINUSCA ; 5) IMC ; 6) MSF France; 7) IDEAL ; 8) ESPERANCE ; 9) Invisible Children (base mais pas activité) ; 10) PAM (sous-bureau) ; 11) OCHA ; 12) APAM ; 13) Bria-Londo ; 14) Plan,**IPPY** 1) COOPI ; 2)	1) Gestion de site/CCCM à PK3, Monitoring de Protection via Partenariat UNHCR ; Prise en Charge VBG via FH/ZEBRA, Education via ECHO, Distribution des vivres via PAM ; 2) Protection et Water Tracking, Sécurité Alimentaire et WASH ; 3) DTM via IOM ; 4) Cohésion Sociale et Activités de Projet Impact Rapide, CDVR ; 5) Santé/Clinique Mobile, Prise en Charge des cas de VBG ; 6) Santé et Water Tracking ; 7) Education ; 8) Protection de l'Enfance ; 12) via MINUSCA, petite réhabilitation ; 13) Education/axe Ouada ; 14) Protection de l'Enfance, EAFGA ,1) Monitoring de Protection via HCR et campagne MILDA via PAM ; 2) Education et Protection (et PE) ; 3) CCCM sur Site Catholique et Distribution Vivres via PAM ; 4) Santé ; 6) Mission/Force militaire ,1) Monitoring de Protection via HCR et campagne MILDA via PAM

#### **Environment Marker Of The Project**

A+: Neutral Impact on environment with mitigation or enhancement

#### **Gender Marker Of The Project**

2b- The principal purpose of the project is to advance gender equality

#### **Justify Chosen Gender Marker Code**

Ce projet propose de contribuer le plus possible à l'équité de genre, à travers une approche transversale de « gender mainstreaming », préconisant une attention constante à l'équilibre homme/femme, que ce soit dans les processus de décision ou dans les actions mises en place. Sur ce sujet, il faut bien mentionner que lors de toutes les évaluations conduites, les données sont désagrégées par âge et genre, ce qui est le cas de la façon dont les focus groupes sont mis en place. Les données sur les bénéficiaires détaillées par sexe et par âge sont collectées et analysées et les conclusions utilisées dans la courante proposition de projet.

Le projet encouragera la participation effective des femmes et des filles comme des hommes et des garçons en les ciblant davantage pour certaines activités et assurera leur bien être psychosocial à travers l'organisation d'activités socioculturelles et récréatives adaptées. Les interventions encourageront la mise en place et la mise à jour des mesures de protection dans les communautés avec les filles/garçons et leur application en impliquant les leaders locaux et les responsables des institutions étatiques, tout en misant sur l'approche genre lors des diverses interventions. Les réseaux de protection, l'accompagnement et le renforcement des capacités seront prioritaires afin d'appuyer ces organisations pour avoir une réponse adéquate, une durabilité à moyen et long termes et le développement des initiatives d'auto prise en charge communautaire en faveur des femmes, hommes, filles et garçons affectés.

Un constat établit que les Comités de Gestion sont majoritairement composés par des hommes (mais avec une composante féminine en augmentation), l'objectif sera alors de renforcer une présence à 360° tant des femmes que des toutes les tranches d'âges pour s'assurer que les besoins et intérêts de tous les groupes sont pris en compte dans la gestion des cas. Des séances séparées seront toutefois organisées pour que les sujets intimes liés à l'hygiène ou à la sexualité soient traités « en privé ». COOPI s'appuiera enfin sur le Cluster et le Sous-cluster VBG pour toute intégration à la stratégie mise en œuvre et, grâce à sa participation aux réunions des clusters, l'équipe du terrain sera constamment mise à jour à propos de l'échange sur la thématique et vice versa, la Coordination s'appuiera sur le terrain pour pouvoir obtenir toute information.

L'information et l'analyse liées au genre récoltées dans le projet seront partagées avec d'autres acteurs dans la coordination au sein du sous-cluster.

Pour ce qui concerne la composante féminine de notre staff, une attention particulière a été mise dans le recrutement : COOPI cherche toujours de se rapprocher du 50% 50% dans la composition « genre » de son staff, tandis que dans l'équipe liée aux activités VBG, une grande composante « femme » est à noter.

#### **Protection Mainstreaming**



Comme déjà anticipé dans le paragraphe « Lien avec la Stratégie d'Allocation » l'intervention que COOPI propose visera, en complémentarité avec le principe de la redevabilité envers les populations affectées, à respecter les standards et les approches de la Protection Transversale, élément qui amène les acteurs à réfléchir sur l'intervention humanitaire et sur comment pouvoir apporter les réponses vis-à-vis de bénéficiaires. À travers l'équipe expérimenté de COOPI et l'appui des structures communautaires, les interventions seront réalisées en visant la protection des populations comme facteur constant et prioritaire. La création d'un environnement communautaire propice et sécurisé dans les structures prévues et le monitoring d'incidents de protection et des mouvements de population va contribuer à une meilleure autonomisation sociale, politique et économique et dans le moyen-long terme assurera une meilleure protection des civils. Dans ce cadre et parmi les principes humanitaires, COOPI pose particulière attention au principe de « do no harm » / « ne pas nuire » pour ne pas créer de nouvelles tensions ou accentuer les problèmes et difficultés déjà existantes parmi les populations affectées, dans une zone où l'appartenance communautaire est exacerbée et où il existe un risque d'une mauvaise interprétation de l'assistance aux populations déplacées. A ce propos, une évaluation participative des besoins en protection est prévue par le projet, pour permettre d'un côté la participation des bénéficiaires afin d'affiner la stratégie, et pour mener, de l'autre, une évaluation des possibles risques liés à l'intervention pour éviter une fragilisation de la cohésion sociale et expliquer à la population l'assistance prévue. Des mesures de mitigation seront identifiées en coordination avec les communautés, les autres acteurs sur place et les mécanismes de coordination sectoriels.

Les deuxième et le troisième principe concernent la participation et l'accès effectif des populations aux activités réalisées qui seront garantis à travers une identification des bénéficiaires sur la base des critères de vulnérabilité établis au préalable avec les autorités et les communautés, pour éviter toute forme de discrimination et garantir une assistance culturellement et socialement appropriée. Des mesures concrètes seront prises pour assurer la participation des membres de tous les groupes de personnes touchées, qu'il s'agisse des jeunes, des personnes âgées, des hommes ou des femmes. Des efforts particuliers seront faits pour inclure les personnes qui ne sont pas bien représentées, qu'il s'agisse des personnes à besoins spécifiques, des marginalisés (par appartenance ethnique ou la religion) ou autrement « invisibles ». La participation des jeunes et des enfants aux activités, formations, sensibilisations, etc. sera encouragée pour autant dans leur propre intérêt : le but est qu'ils ne soient pas exposés à des abus ou des dommages dans le futur avec une connaissance plus développée des alentours. Lors des séances introductives et de mobilisation, les animateurs du projet insisteront sur les avantages inhérents à toutes les activités et sur la valeur ajoutée de l'action.

COOPI planifiera toutes les activités après des échanges avec les bénéficiaires, afin d'identifier leurs intérêts et ce qui leur serait utile afin de répondre à leurs besoins les plus urgents, ceci représentera un aspect clef afin d'assurer leur participation active aux activités.

## Country Specific Information

### Safety and Security

Informations sur les zones :

Haute-Kotto : Le contexte sécuritaire reste mouvementée suite aux événements de Bornou ou les groupes armés se sont rentrés dedans et sur les axes (Irabanda et Yalinga) entre les AB et les Ex Seleka. Il faudrait signaler que les AB se sont réfugiés au PK3 causant une série d'incidents de protection /Rapport COOPI/HCR, septembre 2018). A Bria, les attaques successives sur la position des AB le long de l'Axe Bria-Irabanda et du groupement Bornou 2 au centre-ville faisant un mouvement massif entre le 10.08-20.09.

-Présence de forces et groupes armés contrôlant la ville sur les zones du projet : Bria (MINUSCA, Brigade Mixte FPRC, AB), Ippy (MINUSCA, AB, coalition UPC/FPRC) et Bambari (où les FACA viennent d'arriver, situation qui a dernièrement causé un grand mouvement inquiétant de l'UPC dans les alentours de la ville).

-Présence de quelques unités de la gendarmerie et police nationales : que à Bambari, mais pas sur les trois sites d'intervention du projet.

-Localisation base COOPI : Bria (Quartier Kotto Ville N 06°32'34" E 21°59'35"548), Bambari (N 05°45'52.00" E 020°40'40.62"462,) et Ippy (SLM, ONG nationale).

Pour partager les informations et prendre des décisions collectives sur les déplacements de son staff lié aux activités, COOPI participera aux réunions de coordination périodique au niveau local sur la sécurité pour le monitoring du degré de sécurité, des risques possibles et des alertes. COOPI garde des contacts fréquents et étroits avec OCHA et avec les agences des Nations Unies présentes dans la zone (UNHCR, PAM et puis les ONG internationales coordonnées par CCO), et particulièrement pour ce qui concerne la sécurité avec l'ONG INSO, les ONG nationales et les autres acteurs humanitaires présents soit sur le terrain soit au niveau de la capitale. Le réseau de communication et d'information entre le personnel travaillant sur le terrain et les bases sera garanti par les moyens de communication satellitaires afin de couvrir les zones non couvertes par les opérateurs de la télécommunication mobile au pays. La collecte des informations, leur suivi rapproché et leur analyse dans un contexte plus large faciliteront la prise de décisions concernant l'aspect opérationnel du projet. Le Chef de Mission est le premier responsable de la sécurité de toutes les ressources humaines de COOPI disloquées dans le pays et signalera, après attentive analyse de la situation, la nécessité d'évacuer les bases. Pour garantir la sécurité de l'intervention de notre équipe, un plan de contingence et d'évacuation spécifique pour la zone sera actualisé et constamment mis à jour sur le terrain en collaboration avec la coordination logistique au niveau de Bangui et le siège à Milan.

Si la situation sécuritaire se dégrade et ne permet pas l'intervention ou l'accès aux bénéficiaires en raison de risques imminents, COOPI examinera les moyens nécessaires pour mener les activités via l'appui des partenaires locaux, des agents communautaires, groupements communautaires, autres associations et autorités locales sur le terrain, et pourra envisager d'évacuer de façon temporaire le staff de la zone du projet après communication avec les responsables du FH. COOPI garantira une analyse continue de l'impact des actions menées sur les communautés ciblées, afin de neutraliser l'exposition aux risques de protection des bénéficiaires du projet et de respecter le principe de « ne pas nuire ». Ces décisions seront prises en consultation avec les bénéficiaires en fonction de chaque composante. Tout sera documenté comme le processus décisionnel et le bailleur sera informé à temps. Compte tenu de la situation sécuritaire, la mise en place du projet prendra en compte les différents degrés de besoins des couches sociales afin d'envisager une réponse adéquate : une analyse approfondie des besoins permettra de relever dans quelle mesure et forme la situation d'urgence et/ou de déplacement affecte les groupes touchés/vulnérables.

### Access

En terme d'accessibilité, la situation reste très complexe pour accéder aux préfectures de la Haute-Kotto et Ouaka par les voies terrestres, avec de nombreux cas d'embuscades des éléments présumés de l'UPC, du FPRC et des Antis-Balaka, surtout, mais pas seulement, sur les axes. Le seul lien de déplacement pour les ressources humaines est par voie aérienne mais reste limité au personnel des ONG internationales/nationales, au personnel militaire ainsi qu'aux autorités.

L'accessibilité des personnes par le staff de COOPI sera conditionnée par la disponibilité régulière des vols UNHAS directs. Les sites sont desservis par voie aérienne par les vols UNHAS (souvent malheureusement annulés à cause de la saison des pluies ou à cause de problèmes techniques), avec cette fréquence : Bria et Bambari (lundi, mercredi et samedi).L'accès par route est difficile du fait du mauvais état des routes sans mentionner la question de la sécurité.

COOPI a développé une connaissance très approfondie de la zone et des enjeux sécuritaires, ce qui lui permet de mettre en œuvre ses projets, cela non sans obstacles et difficultés diverses. Cette connaissance de la zone, couplée à l'acceptation de la part des tous les acteurs sur place, permet à COOPI d'avoir un accès humanitaire reconnu à la zone d'intervention. Dans le cas de relocalisation/évacuation du staff expatrié et/ou national délocalisé, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national sur la base et par un plan d'action élaboré par le Chef de Projet avec la supervision et l'appui du siège central et de la coordination de Bangui. Toute décision sera prise en collaboration avec le FH et COOPI se chargera d'informer le FH de tous changements sécuritaires dans la zone d'intervention. La présence depuis 2012 à Bria et depuis 2015 à Bambari permettra aussi, grâce à sa connaissance du territoire, à son réseau local de personnel ainsi qu'aux bonnes relations tissées avec les communautés et les autorités locales, de favoriser l'acceptation sociale et de contribuer à la participation dans le cadre des activités de projet en capitalisant ses relations de confiance.

L'accès à Bakala et à Ippy (par COOPI) reste sujet aux conditions de sécurités exactement volatiles et monitorées par la MINUSCA et INSO. Toutefois, la présence de l'ONG nationale à Ippy assurera un partage des données régulier et continu très utile au niveau de Bangui (pas seulement pour le Cluster Protection). Il faudra toutefois tenir compte des limites imposées par le réseau téléphonique et internet auxquelles cette zone est sujette. Sur l'expérience du Projet Zebra, actuellement en cours sur des zones où nous faisons face aux mêmes défis et compte tenu de l'impossibilité d'installer des outils de renforcement du réseau (V-SAT), COOPI voudrait souligner le fait que le partage des données pourrait en être affecté.

Enfin, comme précédemment expliqué, la sécurité dans l'Est de la RCA représente un défi majeur pour les ONG y travaillant pour la mise en œuvre des projets, le transport des personnes et l'acheminement des biens et du matériel. L'afflux et le refus de retournés et/ou déplacés internes entraîne de challenges significatifs avec des conséquences sur la pression interne sur les ressources humaines et les infrastructures du projet, comme pour l'acheminement du matériel.

## BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
<b>1. Staff and Other Personnel Costs</b>							
1.1	Chef de Projet	D	1	6,000.00	6	100.00	36,000.00
	<i>International, garant final de l'exécution du projet auprès du bailleur, avec un background/de l'expérience dans les domaines de la Protection/MP/VBG; flying sur les deux zones/bases du projet avec des passages sur Bangui</i>						
1.2	Administrateur/Logisticien de Projet	D	1	6,000.00	6	50.00	18,000.00
	<i>International, basé à Bangui avec des missions fréquentes sur les zones d'intervention du projet, chargé au 50%</i>						
1.3	Admin/Log Bambari	D	1	623.00	5	100.00	3,115.00
	<i>National, basé à Bambari, afin d'assurer la bonne mise en œuvre logistique du projet pour la correcte gestion des achats, le suivi, la réception des kits et matériels via cargos UNHAS, chargé sur 5 mois car le premier mois chargé sur HCR</i>						
1.4	Admin/Log Bria	D	1	623.00	5	100.00	3,115.00
	<i>National, basé à Bria, afin d'assurer la bonne mise en œuvre logistique du projet pour la correcte gestion des achats, le suivi, la réception des kits et matériels via cargos UNHAS, chargé sur 5 mois car le premier mois chargé sur HCR</i>						
1.5	Agent d'Entretien Bria	D	2	250.00	5	100.00	2,500.00
	<i>Nationaux, 2 agents d'entretien pour Bria, minimum requis pour le support aux ressources du projet sur les bases sur 5 mois ; 1 mois couverts via projet COOPI HCR pour optimiser les ressources disponibles sur ce projet</i>						
1.6	Agent d'Entretien Bambari	D	2	250.00	5	100.00	2,500.00
	<i>Nationaux, 2 agents d'entretien pour Bria, minimum requis pour le support aux ressources du projet sur les bases sur 2 mois ; les autres 4 couverts via projet COOPI HCR pour optimiser les ressources disponibles sur ce projet</i>						
1.7	Gardiens Coordination	D	1	178.00	3	40.00	213.60
	<i>Nationaux, pour assurer la sécurité ; pro quota de 40% sur 3 mois</i>						
1.8	Chef de Mission / Coordonnateur Régional	S	1	6,900.00	2	100.00	13,800.00
	<i>International, garant final de l'exécution du projet auprès du bailleur, doit assurer la gestion des relations avec les responsables, les institutions nationales impliquées directement ou indirectement dans l'action</i>						
1.9	Assistant à la Coordination / Chargé de programme	S	1	5,246.00	1	100.00	5,246.00



	<i>International basé à Bangui, en charge de soutenir le Chef de Projet sur le plan stratégique et organisationnel, avec des visites sur les zones d'intervention du projet pour le contrôle et M&amp;E du projet, responsable final du reporting, assure le lien sur les questions programmatiques avec l'équipe du FH de Bangui et avec le Cluster</i>						
1.10	Coord. Logisticien Coordination	S	1	6,900.00	1	100.00	6,900.00
	<i>International basé à Bangui, Il est en charge de soutenir dans l'approvisionnement du matériel/ des kits nécessaires à la réalisation du projet et dans l'organisation des déplacements du staff du projet</i>						
1.11	Logisticien Coordination	S	1	930.00	2	100.00	1,860.00
	<i>National basé à Bangui, en charge de soutenir le chef de projet dans tous les aspects logistiques du projet</i>						
1.12	Agent d'Entretien Coordination	S	2	338.00	3	100.00	2,028.00
	<i>Nationaux, il s'agit de deux personnes en charge de l'entretien général du bureau</i>						
1.13	Secrétaire	S	1	613.00	2	100.00	1,226.00
	<i>National, il s'agit d'un appui de la coordination au projet pour tout ce qui est lié à l'archivage, préparation communication/lettres officiel</i>						
1.14	Responsable RH	S	1	1,280.00	3	100.00	3,840.00
	<i>National basé à Bangui pour le recrutement des staffs nationaux et suivi et évaluations de leur dossiers</i>						
1.15	Chauffeur/ mécanicien coordination	S	3	551.00	3	100.00	4,959.00
	<i>Nationaux basés à Bangui, soutien de support aux déplacements des staffs appuyant le projet</i>						
1.16	Responsable Informatique et Communication	S	1	534.00	2	100.00	1,068.00
	<i>National, appui à la logistique au niveau informatique et communication sur toutes les zones d'intervention du projet et pour la Coordination</i>						
1.17	Responsable Sécurité	S	1	3,500.00	1	100.00	3,500.00
	<i>International, HQ à Milan, en cas d'une dégradation importante de la situation sécuritaire entraînant l'évacuation du staff expatrié, le suivi du projet sera assuré par la présence du staff national sur la base d'un plan de travail élaboré et d'un plan d'action préconçu et mis à jour avec la supervision et l'appui du siège central et de la coordination de Bangui. Prorata du coût du personnel expert en sécurité</i>						
1.18	Assistant Administratif Coordination	S	1	871.00	3	100.00	2,613.00
	<i>National basé à Bangui pour la gestion de la comptabilité du projet et nécessaire pour l'appui à l'ONG nationale</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>112,483.60</b>
<b>2. Supplies, Commodities, Materials</b>							
2.1	Evaluation participative des besoins et identification finale des bénéficiaires et des mécanismes communautaires de protection	D	2	146.00	3	100.00	876.00
	<i>en consultation avec les autorités, les leaders communautaires, chefs religieux, chefs de blocs, comités divers, les communautés, les clusters, etc. et analyse des risques / (Forfait sur la base des évaluations participatives déjà conduites par COOPI dans les zones)</i>						
2.2	Renforcement des capacités	D	16	7.00	1	100.00	112.00
	<i>Formation du staff COOPI sur l'identification, la prise en charge, le soutien psychosocial des cas de violations graves et des cas de VBG, le monitoring de protection / (Forfait léger de formation sur la base de la connaissance des coûts et des types de formations organisées par COOPI dans ses zones d'intervention)</i>						
2.3	Mise en place de mécanismes de feedbacks/plaintes	D	4	35.00	6	100.00	840.00
	<i>dans la communauté sur l'intervention pour les zones de Bakala et Bria (Accountability to Affected Population)</i>						
2.4	Formation auprès des chefs de blocs, leaders communautaires et chefs religieux	D	150	12.00	2	100.00	3,600.00
	<i>sur les différentes thématiques de la protection (Forfait de formation par participant sur la base des frais de ce type de formations organisées par COOPI dans ses zones d'intervention. Nombre de participants : 100 pour Bria et 50 Bakala)</i>						
2.5	Formation sur sur différentes thématiques organisationnelles	D	150	12.00	2	100.00	3,600.00
	<i>(gouvernance, conduite des réunion, leadership, etc.) (Forfait de formation par participant sur la base des frais de ce type de formations organisées par COOPI dans ses zones d'intervention. Nombre de participants : 100 pour Bria et 50 Bakala)</i>						
2.6	Kits RECOPs	D	33	71.00	1	100.00	2,343.00
	<i>(bottes, imperméables, porte-folio, cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) / (Tous les RECOPs soutenus par le projet soit 33 (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) seront appuyés et motivés via la distribution de ces kits pour la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles de monitoring de protection, composition et prix des kits basée sur l'expérience de COOPI dans le domaine)</i>						
2.7	Kits CPs	D	247	23.00	1	100.00	5,681.00
	<i>(cahiers, stylos, t-shirt avec visibilité, etc.) / (Tous les CPs impliqués/soutenus par le projet soit 247 (chiffre pouvant évoluer pendant l'implémentation) seront appuyés et motivés via la distribution de ces kits pour la bonne mise en œuvre de leurs activités bénévoles de monitoring de protection, composition et prix des kits basée sur l'expérience de COOPI dans le domaine)</i>						
2.8	Communication RECOPs / Bakala et Bria	D	30	4.00	5	100.00	600.00
	<i>Tous les RECOPs soutenus par le projet recevront un forfait de 2000 XAF / mois pendant 7 mois du projet, afin de faire remonter les alertes d'incidents de protection, moyenne basée sur l'expérience de COOPI dans le domaine ; 5/6 mois car le premier sera encore couvert par HCR</i>						
2.9	Organisation de campagnes de sensibilisations communautaires sur les diverses thématiques de protection	D	2	1,750.00	2	100.00	7,000.00
	<i>Il s'agit d'une activité qui sera menée selon les uses et coutumes, le contexte sécuritaire et culturel de chaque zone cible ; deux sensibilisations par zone (Bakala et Bria) sont prévues ; forfait de sensibilisation sur la base de l'expérience de COOPI dans les zones et de l'appréciation élevée des populations de ce genre d'intervention)</i>						
2.10	Activités sensibilisations communautaires ponctuelles et spécifiques et appui aux Responsables Communautaire	D	4	339.00	5	100.00	6,780.00
	<i>via 4 Sensibilisateurs COOPI - Bria et Bakala ; sur 5/6 mois de projet car le 1 couvert par projet COOPI HCR</i>						
2.11	Renforcement d'une configuration communautaire de collecte des données et informations (RECOP, CP)	D	329	6.00	2	100.00	3,948.00
	<i>Formations des RECOP, CP ; Formation / Recyclage pour le renforcement des capacités des mécanismes de protection existants (RECOPs, CPs) sur diverses thématiques : MP, collecte et remontée d'informations sur les incidents de protection, typologies de VBG/VDH, PE, circuits de référencement, etc. 1 formation prévue au début de projet et 1 au milieu.</i>						
2.12	Collecte et compilation des données de cas de VBG dans la base de données et envoi mensuel des données au GBV IMS	D	2	508.00	5	100.00	5,080.00
	<i>via 2 Gestionnaire de Base de Données COOPI -&gt; USD 508.00 par gestionnaire basés à Bria et dans la base de Bambari; 5/6 mois car 2 mois couvert par projet HCR</i>						
2.13	Référencement précis vers les acteurs en charge des réponses sectorielles	D	2	576.00	5	100.00	5,760.00
	<i>sur la base de ces alertes via les membres de RECOPs et CPs, le référencement sera ainsi fait par les agents COOPI vers les acteurs de prise en charge sectoriels pour toute prise d'action / 2 superviseurs COOPI sur Bria et Bambari ; 5/6 mois car 1 mois couvert par COOPI HCR</i>						
2.14	Prise en charge médicale victimes abus des VDH	D	60	17.00	6	100.00	6,120.00
	<i>50 personnes en moyenne par zone pour Bria, 10 pour Bakala = 60 * 15 000* 6= 5 400 000 CFCA</i>						
2.15	Equipement/entretien pour le maintien de 4 Carrefours Communautaires	D	4	178.00	5	100.00	3,560.00
	<i>(à Bria, Bakala via Centre de Santé) avec centres d'écoute intégré</i>						
2.16	Prise en charge psychosociale d'urgence des victimes de VBG	D	6	480.00	5	100.00	14,400.00
	<i>à travers les centres d'écoute intégrés aux Carrefours Communautaires à Bria (4), Bakala (2) / via 6 Agents Psychosociaux COOPI</i>						
2.17	Référencement aux structures médicales pour la PEC médicale des victimes de VBG le nécessitant	D	100	27.00	6	100.00	16,200.00
	<i>Forfait de référencement médical pour le paiement des médicaments, etc. basé sur l'expérience de COOPI dans le domaines dans les zones d'intervention du projet ; cible moyenne de 50 victimes par zone (Bria et Bakala)</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>86,500.00</b>
<b>3. Equipment</b>							
3.1	Matériel Informatique	D	2	829.00	1	100.00	1,658.00
	<i>Forfait : Ordinateur/ Disque Dur/ Clé USB/ Appareil Photo</i>						
3.2	Téléphones	D	2	52.00	1	100.00	104.00

	<i>Pour le Chef de Projet et l'Admin du Projet, autres téléphones pour le restant du staff rendus disponibles par COOPI via téléphones préexistants ou projet HCR</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>1,762.00</b>
<b>4. Contractual Services</b>							
4.1	Frais Bancaires	D	1	47.00	6	100.00	282.00
	<i>Frais nécessaires pour avoir un compte dédié au projet, comme demandé en phase d'audit</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>282.00</b>
<b>5. Travel</b>							
5.1	Vols internationaux A/R / Forfait	D	1	1,400.00	4	100.00	5,600.00
	<i>Forfait (prix standard moyen voyage staff expatrié, ces coûts sont imputés à 100% car ces coûts sont à 100% dédiés aux staff de ce projet</i>						
5.2	Vols UNHAS A/R	D	6	300.00	5	100.00	9,000.00
	<i>Forfait : Prix standards effectués par UNHAS de 300 USD l'A/R, ces coûts sont imputés à 100% car le projet prend en charge pendant toute la durée du projet) ; le projet se déroule sur deux zones</i>						
5.3	Frais de missions	D	1	448.00	5	100.00	2,240.00
	<i>Prévision de 3 jours/ 2 nuits de frais de mission par mois pendant sur les 6 mois du projet. Le coût unitaire correspond à une moyenne de 7 000 XAF de frais de mission par jour /hébergement, 2 repas et 6 bouteilles d'eau/ - coûts qui sont à imputer sur 5/6 mois car ces missions pourront être encore supportées via projet COOPI HCR pour optimiser les coûts. Sur Bakala : 2 missions par mois ; sur Ippy 1/mois</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>16,840.00</b>
<b>6. Transfers and Grants to Counterparts</b>							
6.1	Sous-Accord de Partenariat avec l'ONG SLM	D	1	44,694.00	1	100.00	44,694.00
	<i>pour l'implémentation des activités dans la localité de Ippy</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>44,694.00</b>
<b>7. General Operating and Other Direct Costs</b>							
7.1	Forfait Thuraya	D	3	200.00	1	100.00	600.00
	<i>Forfait de recharge basé sur l'expérience de COOPI, indispensable afin d'assurer la sécurité des staff ; via 3 Thuraya, 1 aussi pour Ippy</i>						
7.2	Forfait Téléphone	D	16	10.00	6	100.00	960.00
	<i>Forfait téléphone mensuel pour les staff du projet dont le Chef de Projet, l'Administrateur de Projet/Log et le staff de mise en œuvre directe des activités. Au vu de la nature des activités du présent projet, la communication téléphonique est indispensable et centrale car elle fait partie même d'un des outils principaux de la collecte des données, du partage des alertes pour la prise d'action, etc. Forfait basé sur l'expérience de COOPI dans ses projets précédents avec une moyenne de 5000 XAF/mois/personne, dont les montants différents selon les rôles des staffs et leur niveau d'utilisation du téléphone</i>						
7.3	Visibilité Forfait	D	3	1,420.00	1	100.00	4,260.00
	<i>Forfait de matériel divers de visibilité du projet : panneaux, banderoles, stickers, etc</i>						
7.4	Location Voiture Bambari	D	1	3,467.00	5	100.00	17,335.00
	<i>(L'utilisation d'une voiture et non de motos pour le déplacement des staffs du projet et pour la bonne mise en œuvre des activités est la seule option possible pour rejoindre Bakala et Ippy en raison de l'insécurité dans ces zones, cela afin de préserver la sécurité et l'intégrité du staff de COOPI. La location est nécessaire car COOPI n'a pas de véhicule propre à mettre à disposition de ce projet. Forfait de location de véhicule selon les prix connus par COOPI dans ses zones d'intervention : 65 000 XAF / jour pendant 30 jours pendant 5 mois sur 6 du projet afin de limiter les dépenses sur cette ligne conséquente</i>						
7.5	Location Voiture Bria	D	1	3,467.00	5	100.00	17,335.00
	<i>L'utilisation d'une voiture et non de motos pour le déplacement des staffs du projet et pour la bonne mise en œuvre des activités est la seule option possible pour se déplacer dans la ville en raison de l'insécurité dans ces zones, cela afin de préserver la sécurité et l'intégrité du staff de COOPI. La location est nécessaire car COOPI n'a pas de véhicule propre à mettre à disposition de ce projet. Forfait de location de véhicule selon les prix connus par COOPI dans ses zones d'intervention : 65 000 XAF / jour pendant 30 jours pendant 5 mois sur 6 du projet afin de limiter les dépenses sur cette ligne conséquente</i>						
7.6	Carburant/ Voiture Bambari	D	1	1,169.00	5	100.00	5,845.00
	<i>pour la mise en œuvre des activités</i>						
7.7	Carburant/ Voiture Bria	D	1	1,087.00	5	100.00	5,435.00
	<i>pour la mise en œuvre des activités</i>						
7.8	Papeterie et Consommables	D	1	900.00	6	100.00	5,400.00
	<i>Papeterie et consommables indispensables pour la réalisation des activités du projet et le soutien aux tâches administratives sur le terrain et à la Coordination</i>						
7.9	Location Entretien Bureau/ Bangui	D	1	2,310.00	4	100.00	9,240.00
	<i>passage du staff en déplacement entre les 2 zones de mise en œuvre du projet ; prorata</i>						
7.10	Location, sécurisation et entretien Base Bria	D	1	1,788.00	2	100.00	3,576.00
	<i>2/6 sur ce projet car COOPI se chargera de couvrir les restant 4 mois du projet</i>						
7.11	Location, sécurisation et entretien Base Bambari	D	1	1,788.00	5	100.00	8,940.00
	<i>100% sur ce projet car COOPI, à partir de janvier 2019</i>						
7.12	Frais de Communication Internet / Coordination	D	1	607.00	6	42.00	1,529.64
	<i>Nécessaire pour la bonne mise en marche du projet et pour le partage des données entre les deux bases et la Coordination ; prorata du 42% sur le 6 mois du projet</i>						
7.13	Frais de Communication Internet	D	2	607.00	5	100.00	6,070.00
	<i>Nécessaire pour la bonne mise en marche du projet ; sur les deux bases de Bria et Bambari sur 5/6 mois car 1 mois couvert par HCR pour minimiser les coûts</i>						
7.14	Carburant et Entretien Groupe Électrogène Bria	D	1	533.00	2	100.00	1,066.00
	<i>indispensable pour le travail du staff projet ; COOPI se charger de 4/6 mois de projet)</i>						
7.15	Carburant et Entretien Groupe Électrogène Bambari	D	1	533.00	5	100.00	2,665.00
	<i>indispensable pour le travail du staff projet ; COOPI se charger de 1/6 mois de projet</i>						
7.16	Frais Légaux	S	1	463.00	3	100.00	1,389.00
	<i>Nécessaire pour les frais des affaires légales</i>						
	<b>Section Total</b>						<b>91,645.64</b>
<b>SubTotal</b>			1,214.00				<b>354,207.24</b>
Direct							305,778.24
Support							48,429.00
<b>PSC Cost</b>							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							24,794.51
<b>Total Cost</b>							<b>379,001.75</b>

**Project Locations**

Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Ouaka -> Bakala	20	1,405	1,543	5,915	5,987	14,850	
Ouaka -> Ippy	30	617	759	2,700	2,805	6,881	
Haute Kotto -> Bria	50	8,750	9,868	37,394	37,975	93,987	

**Documents**

Category Name	Document Description